

16 Provinces

Ogooué-Maritime/Département de Ndougou/Développement local

Le Conseil départemental confie au PNUD la gestion d'une partie de son budget d'investissement

Fidèle AFANOUE
EDEMBE
Gamba/Gabon

LE Conseil départemental de Ndougou (Gamba) vient de signer un partenariat stratégique avec le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD). La cérémonie, qui s'est déroulée dans la salle des conférences de l'organisme onusien à Libreville, a rassemblé plusieurs personnalités issues de divers institutions et ministères sectoriels (présidence de la République, ministères de l'Economie et de l'Intérieur, représentant de la société civile, collectivités locales). A leurs côtés, le représentant du Fonds des Nations unies pour la population (FNUAP) au Gabon, Amadou Kante. Au terme de l'accord de partenariat signé par les deux parties, le PNUD s'est vu confier la gestion d'une partie du budget d'investissement du Conseil départemental de Ndougou,

à hauteur de 1 milliard de francs. Justifiant le geste de l'institution qu'il dirige, Antoine Makanga Makaya, président dudit Conseil, a indiqué que le choix sur le PNUD pour gérer une partie du budget d'investissement de sa collectivité locale s'explique non seulement par sa parfaite connaissance des questions relatives au développement, mais aussi par l'efficacité dont cette Institution onusienne fait montre dans la gestion des programmes et des projets qui lui sont confiés par l'Etat et les autres collectivités locales, à l'instar de la commune de Gamba. Il s'agit également, a-t-il poursuivi, de matérialiser le désir de son institution de participer à la constitution du Fonds de développement local, destiné à financer le Plan de développement de Ndougou, élaboré avec l'assistance du PNUD, à travers le Programme Art Gold.

FERME VOLONTÉ. Le Comité de réflexion sur l'après-pétrole (CRAP), représenté par son prési-

dent, Dieudonné Mabiala, estime pour sa part que l'acte posé par le Conseil départemental de Ndougou marque la ferme volonté des autorités locales de s'approprier les questions de leur propre développement, dans le strict respect de la vision du développement de Gamba, consigné dans le Programme d'appui au développement de Ndougou (PADN). Le PNUD, pour l'ensemble des intervenants, apparaît comme le partenaire indiqué, dans la mesure où, a souligné Antoine Pandzou, secrétaire général du CRAP, il est au cœur du processus depuis le lancement de la réflexion du développement de ce département, dans une perspective de l'après-pétrole. L'argent confié à l'administration du PNUD servira à renforcer la voirie urbaine de Gamba. Marie-Evelyne Petrus Barry, représentant-résident du PNUD au Gabon, a indiqué à cet effet que le choix du Conseil d'investir dans la ville de Gamba est une option judicieuse, car



Antoine Makanga Makaya et Marie-Evelyne Petrus Barry signant l'accord de partenariat.

Gamba est le dénominateur commun des fils et filles de Ndougou. Elle a également souligné l'importance du partenariat dans la recherche des résultats positifs, au profit de l'autonomisation des populations. Pour l'oratrice, en choisissant de travailler avec le PNUD, pour la mise en œuvre de ce projet, le dé-

partement de Ndougou utilise l'approche de partenariat qui repose sur le principe de la mutualisation des efforts dans la recherche de changements quant à l'autonomisation des populations, à leur accès aux services sociaux de base et l'accès à tous leurs droits sociaux, économiques et culturels, dans le respect des ques-

tions de genre et la promotion de l'emploi des jeunes.

« C'est un honneur pour le PNUD, dira-t-elle, de soutenir les efforts de ses partenaires, et c'est avec un réel plaisir que nous acceptons de faire ce chemin avec le Conseil départemental de Ndougou, la mairie de Gamba et le Comité de réflexion sur l'après-pétrole »

6e arrondissement de Libreville/Vie des associations

" Impact pour le changement " veut promouvoir l'action communautaire



Une vue de l'assistance lors de la présentation de la plate-forme associative "Impact pour le changement" à Montalier.

Anita Jordanah TSOUMBA
Libreville/Gabon

RASSEMBLER les citoyens autour d'un objectif commun, notamment celui de promouvoir le mieux-être collectif, l'action communautaire et le développement individuel. Ce, en donnant à tous l'opportunité de participer à l'effort de construction du pays. Ce sont, entre autres, les objectifs et les missions que se fixe la plate-forme "Impact pour le changement", une structure associative à

but non lucratif, qui vient de voir le jour à Libreville. Sa première sortie officielle a eu lieu jeudi dernier au quartier Montalier, dans le sixième arrondissement de la capitale. « Impact pour le changement se veut une structure qui rassemble ceux-là qui sont le plus souvent oubliés ou laissés-pour-compte », a indiqué le secrétaire exécutif, Hermann Kamonomono. Ainsi, la plate-forme, qui ambitionne d'être la plus importante du pays dans les mois à venir, place son action autour de quatre axes principaux : les actions citoyennes dans

chaque quartier, la mobilisation de proximité, la création d'un réseau associatif. Mais également la mise en place d'un réseau de soutien en entreprise. « Notre ambition est de donner une chance à la majorité silencieuse des Gabonaises et des Gabonais, qui croient au changement par les actes. Ces actes, nous les poserons ensemble. Ces actes ne viendront pas d'ailleurs. Par ces actes, nous nous efforcerons de changer nos cadres et conditions de vie à travers de nombreuses actions que nous identifierons et conduirons ensemble », a souligné M.



Les membres du bureau exécutif de l'association autour de leur président.

Kamonomono, s'adressant aux habitants de Montalier.

CREUSET D'ESPOIR ET D'ÉPANOUISSEMENT. Loin d'être une association de plus, ou encore pour des intentions électorales, "Impact pour le changement" a réaffirmé que son action va au-delà de la période électorale. Car, il constituera cette base de soutien à l'action du candidat Ali Bongo Odimba, et continuera d'être celle avec laquelle il communiquera et gouvernera pour les sept prochaines années. Au cours des échanges entre l'association, les po-

pulations ont évoqué moult difficultés qu'elles endurent au quotidien et qui constituent un véritable frein au développement de ce quartier de Libreville, le plaçant dans la catégorie des zones enclavées. Il s'agit de: l'accès difficile à l'eau potable et à l'électricité, une route quasi-impraticable en toute saison, l'inexistence d'une structure hospitalière, le manque d'aires de jeux. Le secrétariat exécutif de la plate-forme, sensible à ces problèmes, et pour marquer le début de son programme d'actions, a

annoncé la réhabilitation prochaine de la route Montalier-Bambouchine. « Nous avons fait un bond en avant, mais beaucoup reste à faire... Impact pour le changement se distingue par les actes et non par les promesses et les critiques stériles... Nous n'allons pas nous arrêter là. C'est l'occasion pour nous de lancer un appel aux habitants des communes de Libreville, d'Akanda et d'Owendo de se joindre à nous et d'être les fers de lance de cette structure qui sera, pour bien des compatriotes, un creuset d'espoir et d'épanouissement ».